

Chers parents,

Vous l'avez constaté, beaucoup d'enseignant-es et personnels d'éducation étaient en grève le jeudi premier février, aussi bien en école, qu'au collège et au lycée.

Si cette journée de contestation a été aussi suivie par la communauté éducative, c'est parce que depuis trop longtemps, **l'école n'est plus une priorité pour les gouvernements**. Certes, l'argent ne fait pas tout, mais le manque de moyens alloués à l'Education dans notre pays atteint aujourd'hui un niveau critique.

Les « réformes » se succèdent et se ressemblent : chacune d'elles a pour objectif de réduire les budgets, de faire des « économies », de diminuer la dépense publique consacrée à l'éducation de vos enfants. Et quand la préoccupation du gouvernement n'est - exceptionnellement - pas financière, il s'agit de mettre en place un projet d'école à plusieurs vitesses, comme la réforme dite « du choc des savoirs » qui instaure des groupes de niveaux stigmatisants et inopérants.

Résultat : les métiers de l'enseignement sont dévalorisés, les locaux sont mal entretenus, et le manque d'équipements est criant. En fin de compte, **ce sont vos enfants qui payent la note, car leurs conditions d'apprentissage sont dégradées**.

Un rapport publié à l'automne dernier par des parlementaires de tous bords l'expliquait clairement : en Seine-Saint-Denis, la situation est particulièrement alarmante. Dans les écoles élémentaires, **200** nouvelles fermetures de classes sont programmées pour la rentrée de septembre 2024. Au collège, le plafonnement à 25 du nombre d'élèves par classe n'est pas respecté : **certaines classes comptent jusqu'à 30 élèves**. Enfin, le déficit du nombre de postes d'enseignants est estimé à **2200** pour les 68 lycées du département.

On ne compte plus le nombre de professeur-es non-remplacé-es, y compris quand leurs absences sont prévues de longue date (grossesses, formations, etc.). Il manque **2200 AESH** - accompagnatrice pour les enfants en situation de handicap. Et dans au moins **40 %** des établissements il manque au au moins un personnel médico-social (infirmières, assistantes sociales...) indispensables pour les dépistages, l'accompagnement des élèves vulnérables, l'accès aux bourses, pour agir contre la maltraitance et le harcèlement.

Il y a urgence à corriger le tir, et c'est la raison pour laquelle nous, personnels d'éducation des collèges et des lycées exigeons qu'un plan d'urgence pour l'éducation dans le 93 soit mis en place sans délai. **Étant donné que cette demande, pourtant légitime, n'est, à ce jour, pas écoutée par les décideurs, nous serons en grève le lundi 26 février, date de la rentrée.**

Croyez-le bien, chers parents, ce n'est pas de gaité de cœur que nous nous mettons en grève, mais nous sommes certains que vous le comprenez : **entre laisser l'école péricliter, et pénaliser vos enfants, ou nous mobiliser pour défendre l'école émancipatrice et l'égalité des chances, notre choix est fait.**

En conclusion, nous vous demandons de nous appuyer dans notre combat pour un plan d'urgence pour l'Education dans le 93, dans l'intérêt supérieur de nos élèves et de vos enfants. C'est pourquoi nous vous invitons à nous rejoindre aux rassemblements du 26 février.

*Les personnels d'Education de Seine-Saint-Denis
avec le soutien de l'intersyndicale Education FSU – CGT – SUD – CNT*